



Conseil économique et social

Distr. générale
14 avril 2015
Français
Original: anglais

Commission économique pour l'Europe

Conférence des statisticiens européens

Groupe d'experts de la comptabilité nationale

Quatorzième session

Genève, 7-9 juillet 2015

Point 1 de l'ordre du jour provisoire

Ouverture de la réunion et adoption de l'ordre du jour

Ordre du jour provisoire annoté de la quatorzième session

Qui s'ouvrira au Palais des Nations, à Genève, le 7 juillet à 9 h 30, dans la salle XII.

I. Ordre du jour provisoire

1. Ouverture de la réunion et adoption de l'ordre du jour.
2. Point de vue des utilisateurs de données en matière de production mondiale.
3. Expérience des pays concernant le traitement de la production mondiale dans le cadre des statistiques économiques.
4. Nouvelles questions conceptuelles en matière de production mondiale.
5. Comptabilité mondiale.
6. Réunion-débat.
7. Travaux futurs et adoption du rapport.
8. Questions diverses.

II. Annotations

1. Ouverture de la réunion et adoption de l'ordre du jour

1. La mondialisation économique a ouvert de nouvelles perspectives aux entreprises désireuses d'organiser plus efficacement leurs chaînes de production, ce qui a rendu la compilation de statistiques économiques plus complexe du fait qu'il est plus difficile de

GE.15-07784 (F) 300415 010515

1507784

Merci de recycler



ventiler les activités de production par pays. Cela a donc influé sur la mesure des principaux indicateurs économiques, notamment le produit intérieur brut (PIB). Pour aider les pays à relever ces défis, la Conférence des statisticiens européens (CSE) a constitué l'Équipe spéciale sur la production mondiale, qui est chargée d'élaborer des lignes directrices concernant la mise en œuvre du Système de comptabilité nationale 2008 (SCN 2008) et de la nouvelle sixième édition du Manuel de la balance des paiements et de la position extérieure globale (BPM6) pour ce qui est des accords de production mondiale. L'Équipe spéciale a élaboré le Guide pour la mesure de la production mondiale, qui a été adressé pour consultation au niveau mondial et sera présenté en juin 2015 à la CSE pour approbation.

2. En avril 2014, la CSE a également décidé de créer un espace pour l'échange d'expériences sur les méthodes de collecte et de compilation des données en rapport avec les accords de production mondiale. Elle a demandé à la CEE et au Groupe d'experts de la comptabilité nationale de mettre en place un tel espace (ECE/CSE/87). Les informations recueillies sur les exemples nationaux et les bonnes pratiques des pays serviront dans le futur à actualiser le Guide pour la mesure de la production mondiale. À la demande de la Conférence, le Groupe d'experts a recommandé que la CEE, conjointement avec Eurostat et l'Organisation de coopération et de développement économiques (OCDE), organise une réunion spéciale du Groupe pour débattre de l'expérience concrète acquise dans la mesure de la production mondiale. La réunion devrait être préparée en concertation avec le Groupe directeur sur la comptabilité nationale et l'Équipe spéciale sur la production mondiale (ECE/CSE/GE.20/2014/2).

3. La déclaration liminaire sera faite par M. Christian Bach, Secrétaire exécutif de la CEE.

2. Point de vue des utilisateurs de données en matière de production mondiale

Organisateur: CEE

Exposés présentés par: M. Aaron Sydor (Économiste en chef adjoint du Ministère canadien des affaires étrangères, du commerce et du développement), M^{me} Lena Hagman (Économiste en chef de l'Almega – organisation patronale et commerciale du secteur des services suédois), M. Hubert Escaith (Statisticien en chef de l'Organisation mondiale du commerce), M. Robin Lynch (expert privé s'exprimant au nom d'Eurostat), M. Richard Kozul-Wright (Directeur de la Division des stratégies de la mondialisation et du développement de la CNUCED – à confirmer), M. Paul Dembinski (Université de Fribourg – à confirmer)

4. L'existence de différents accords de production mondiale pose un certain nombre de problèmes en matière d'élaboration des politiques et d'analyse. Les participants à la session débattront des besoins en données des utilisateurs et de ce que ces derniers attendent des statistiques macroéconomiques à l'ère d'une mondialisation accrue. Ils se pencheront sur la façon dont les utilisateurs interprètent les macrodonnées sur lesquelles la production mondiale a une incidence et devraient présenter les bonnes pratiques à suivre pour faire connaître les changements apportés à la comptabilité nationale et internationale en raison du traitement de la production mondiale.

5. La session a pour but de rassembler les diverses perspectives et de faire participer activement les principaux acteurs, tels que décideurs, entreprises, associations professionnelles, banques centrales et universitaires.

6. *Données sur les chaînes de valeur mondiales – Une perspective canadienne exprimée par un chercheur et un décideur*, exposé présenté par M. Aaron Sydor, qui

donnera un aperçu ainsi que des exemples concernant la manière dont la compréhension des chaînes de valeur mondiales a influé sur l'élaboration des politiques au Canada s'agissant des négociations commerciales, de la promotion des échanges et du développement économique international. Seront également examinés certaines questions actuellement étudiées et les besoins en données du point de vue de l'élaboration des politiques. Le Canada a été un acteur principal dans l'intégration du concept de chaînes de valeur mondiales et du morcellement international de la production dans l'élaboration des politiques et dans la mise en œuvre de programmes à l'échelle internationale et nationale.

7. *Combien il est important pour les économistes de suivre l'évolution des chaînes de valeur*, exposé présenté par M^{me} Lena Hagman. Il y sera montré pourquoi l'analyse des statistiques d'entrées-sorties, provenant de Statistics Sweden et de la Base de données mondiale des entrées-sorties (WIOD), tout comme l'analyse de la base de données conjointe OCDE-OMC sur le commerce en valeur ajoutée, s'est avérée très utile pour comprendre les changements structurels intervenus dans l'économie suédoise. L'exposé donne quelques exemples et explique pourquoi les utilisateurs des statistiques doivent surveiller l'évolution constante des chaînes de valeur.

8. *Comblent l'écart entre les théories commerciales, les politiques commerciales et les statistiques de la production mondiale: perspective d'un professionnel*, exposé présenté par l'OMC. Il y sera expliqué comment le morcellement géographique de la production industrielle modifie nombre des faits stylisés à la base des modèles commerciaux, avec des répercussions économiques et sociales profondes dans le pays. Pour aider les décideurs, il faudrait que la théorie et les statistiques soient indissociables. Il est important de mettre au point les bons outils empiriques pour appuyer les recherches universitaires et recenser les lacunes auxquelles il faut prêter davantage d'attention. L'exposé fait fond sur ces liens entre la théorie commerciale et les statistiques, et propose une feuille de route pour les travaux empiriques à mener.

9. *La minimisation de la taxe sur les bénéfices par les entreprises multinationales et son effet sur la mesure de la production mondiale*, exposé présenté par M. Robin Lynch. Y seront examinés les problèmes analytiques découlant des stratégies adoptées par les multinationales dans les accords de production mondiale, qui réduisent au minimum la taxe sur les bénéfices dont ces entreprises sont passibles. Ces stratégies posent des problèmes de mesure pour les bureaux nationaux de statistique et peuvent entraîner des incohérences entre les PIB des pays. Le document décrit la question et présente des approches visant à remédier à ces problèmes.

10. La CNUCED et l'Université de Fribourg devraient en principe présenter des exposés lors de la session.

3. Expérience des pays concernant le traitement de la production mondiale dans le cadre des statistiques économiques

Organisateur: Statistique Canada

Exposés présentés par: Statistique Canada, Institut national de statistique et de géographie (INEGI) du Mexique, Banque de Corée, Central Statistical Office (CSO) de l'Irlande, Institut national italien de statistique (ISTAT), Banca d'Italia, Statistics Finland/Statistics Norway (à confirmer), Eurostat, CEE

11. Au cours de ces dix dernières années, les cadres comptables macroéconomiques ont été adaptés afin de restituer l'évolution du paysage économique mondial. Des concepts tels que la production mondiale et les biens destinés à la transformation et au commerce y ont été intégrés. Les organismes nationaux de statistique sont maintenant confrontés à des problèmes en matière de collecte, de compilation et d'analyse d'un nouvel ensemble

d'informations ainsi qu'en matière de diffusion de ces données à leurs utilisateurs. La session portera sur les différentes sources d'information que les organismes nationaux de statistique utilisent pour mesurer ces accords de plus en plus complexes. Seront également examinés divers outils, bases de données et produits fournis par les pays aux utilisateurs, ce qui permettra de mieux comprendre le paysage économique mondial. De plus, le débat portera sur les unités organisationnelles chargées d'examiner les entreprises multinationales et d'autres unités statistiques importantes pour la qualité et la cohérence des statistiques. Les données recueillies serviront à actualiser dans le futur le Guide pour la mesure de la production mondiale.

12. La session sera en particulier axée sur les thèmes ci-après.

A. Collecte de données, révision des questionnaires et techniques de compilation

13. *Utilisation des enquêtes économiques, registres douaniers et recensements économiques pour l'établissement de statistiques concernant la production mondiale*, exposé présenté par l'INEGI (Mexique). Ce document fait fond sur les travaux relatifs aux mesures statistiques de la production manufacturière mondiale et de la valeur ajoutée des exportations de produits manufacturés. Diffusés en 2014 dans des tableaux des ressources et des emplois supplémentaires concernant les activités de fabrication mondiales, les résultats ont donné un aperçu de la participation de l'économie mexicaine aux chaînes de valeur mondiales. Les tableaux ont été établis d'après les données provenant d'enquêtes et des registres administratifs du commerce international disponibles à l'INEGI. L'exposé décrira l'utilisation des microdonnées provenant d'enquêtes économiques, des registres douaniers et de l'ensemble de nouvelles questions qui ont été ajoutées au recensement économique de 2014 pour déterminer de manière plus précise les pratiques des unités résidentes et non résidentes du secteur manufacturier et du secteur des services, ainsi que les transactions commerciales effectuées entre elles.

14. *Cas de la Corée en matière de compilation des données relatives aux biens destinés à la transformation et au commerce*, exposé présenté par la Banque de Corée. Il y sera indiqué comment ce processus est appliqué conformément aux principes du BPM6. Les principales sources de données utilisées sont le Système d'information sur le marché des changes (FEIS, système de communication des transactions internationales appliqué en Corée) et les registres douaniers. Les mesures ci-après ont été prises pour estimer la valeur des biens destinés à la transformation et au commerce: i) les exportations totales de biens destinés à la transformation et au commerce sont exprimées de manière estimative par les différences entre les exportations (importations) enregistrées dans le système FEIS et les exportations (importations) ressortant des données douanières; ii) la valeur totale des biens destinés à la transformation et au commerce est ventilée pour déterminer la valeur du commerce de ces biens à partir des données d'enquête.

15. *Stratégies de collecte d'informations relatives à la production mondiale et aux biens destinés à la transformation et au commerce*, exposé présenté par Statistique Canada. Les changements intervenus dans les technologies, les accords commerciaux, les structures organisationnelles multinationales et les politiques publiques ont considérablement modifié le mode opératoire des entreprises. Ces dernières fonctionnent maintenant dans une perspective mondiale et non nationale. Les cadres comptables macroéconomiques, qui mesurent le produit intérieur, le revenu national et le commerce, ont récemment été mis à jour pour mieux rendre compte des activités qui se mondialisent de plus en plus et des interconnexions au plan international entre les entreprises (et au sein de ces dernières), les gouvernements et les individus. Les moyens de collecte doivent être actualisés de manière à pouvoir fournir les modules d'information indispensables à l'élaboration de ces cadres révisés. Au cours de l'année dernière, Statistique Canada a conçu et testé un certain nombre de questions ayant trait à la production mondiale et aux biens destinés à la

transformation et au commerce qui pourraient être couplées aux sources de données et outils de collecte existants de Statistique Canada pour mieux rendre compte des activités mondiales des entreprises canadiennes. L'exposé présente les questions proposées et les outils de collecte qui seront utilisés pour communiquer avec les personnes interrogées.

16. *Estimation du commerce extérieur conformément au SCN 2008 et au BPM6*, exposé présenté par Eurostat. Y sera traitée l'application concrète des règles du SCN 2008 à l'enregistrement des changements de propriété. L'une des modifications fondamentales apportées au SCN 2008 et au BPM6 est le traitement des biens expédiés à l'étranger pour transformation. Dans ce cas, aucun changement de propriété n'est imputé, mais plutôt l'enregistrement d'une entrée – une importation/exportation du service de transformation concerné. Les conséquences concrètes de cette règle ont été examinées par une équipe spéciale d'Eurostat, ce qui a débouché sur l'élaboration du Manuel sur les biens envoyés à l'étranger pour transformation. Des questions se rapportant au commerce extérieur et signalées par des non-résidents ont été soulevées lors des réunions de l'équipe spéciale. Après avoir recueilli des renseignements sur les activités des États membres, un groupe d'experts a examiné les questions et présenté un certain nombre de recommandations concrètes. Le document donne un aperçu des deux questions: biens expédiés à l'étranger pour transformation et question relative au commerce extérieur soulevée par des non-résidents.

17. *Couplage des sources administratives et statistiques pour estimer les biens expédiés à l'étranger pour transformation en Italie*, exposé présenté par l'ISTAT. Y sont examinés les défis présentés par la mise en œuvre concrète du traitement du commerce des biens et des services dans le cadre de la comptabilité nationale et de la balance des paiements. Les Statistiques du commerce international de marchandises (SCIM), classées en fonction de la nature du code de transaction, ne donnent pas systématiquement toutes les informations nécessaires pour estimer les services de transformation internationaux ainsi que les importations et exportations de biens selon le principe du changement de propriété. Partant, il est fortement recommandé de compléter les données SCIM par des informations recueillies lors des enquêtes auprès des entreprises et de rapprocher les renseignements de sources différentes. Le document décrit à la fois les sources de données utilisées et la procédure appliquée en Italie pour estimer les biens expédiés à l'étranger pour transformation, en attirant tout particulièrement l'attention sur l'utilisation d'une nouvelle source d'information, les données sur le commerce intracommunautaire de services collectées par l'administration fiscale, disponibles depuis 2010.

B. Nouvelles approches pour mieux comprendre le paysage économique mondial

18. *Le Programme de statistiques entrantes sur les filiales étrangères* de Statistique Canada est une initiative visant à déterminer et à analyser des dimensions additionnelles de l'investissement étranger direct au Canada – plus précisément, les caractéristiques des filiales à participation majoritaire résidentes des entreprises multinationales étrangères. Ces estimations jetteront un nouvel éclairage concernant l'incidence des multinationales étrangères sur l'économie canadienne. Le document i) décrit la méthode utilisée pour élaborer les estimations et montre comment Statistique Canada a tiré parti des données existantes et utilisé les techniques de couplage des registres pour les relier aux concepts et au cadre de l'investissement étranger direct (IED) et ii) résume certaines estimations dans un cadre de mondialisation microéconomique et macroéconomique plus large.

19. *Commerce et transformation des biens dans la nouvelle comptabilité nationale: une perspective autre que par le passé*, exposé présenté par la Banca d'Italia et l'ISTAT. Y sera décrit l'ensemble de données, désagrégées par produit et contrepartie géographique, utilisées par l'ISTAT pour estimer les courants d'échanges avec le reste du monde dans la comptabilité nationale. Dans la SCN 2008 et le BPM6, les exportations et importations de biens sont calculées à l'exclusion des transactions temporaires, qui sont par contre

considérées comme des services de transformation. Si le nouveau traitement rend mieux compte de la participation du pays aux chaînes de valeur mondiales, il peut aussi présenter des inconvénients pour l'analyse géographique et sectorielle des échanges avec le reste du monde, analyse traditionnellement fondée sur les données commerciales visant également les transactions temporaires. Le document i) propose une analyse des flux de services de transformation dans le but de recenser les principaux facteurs déterminants s'agissant des secteurs et des partenaires commerciaux nationaux et ii) évalue si la nouvelle façon de traiter la transformation modifie substantiellement l'interprétation structurelle du commerce italien des biens.

C. Échange international de données

20. *Accords de partage international des données*, exposé présenté par Statistique Canada, qui explique pourquoi ces accords conclus entre les organismes nationaux de statistique constituent un moyen efficace de réduire la charge qui pèse sur les répondants et d'accroître l'efficacité. Certes, les avantages sont nombreux, mais il existe réellement des difficultés pour établir et maintenir ces accords car les organismes sont souvent entravés par leurs propres obligations en matière de législation, de politique et de fonctionnement. Ces problèmes se multiplient dans le cas des accords de partage transnationaux. L'interconnexion croissante de l'économie mondiale a obligé les organismes de statistique à envisager de conclure des accords transnationaux de partage des données qui leur permettront de relier les éléments mondiaux dans les chaînes de valeur mondiales, les transactions financières internationales et les structures organisationnelles multiterritoriales complexes. Depuis 1990, Statistique Canada et le Census Bureau des États-Unis ont échangé des données douanières sur les transactions à l'importation et ont utilisé des données pour établir des statistiques officielles sur les exportations. Le document décrit l'accord et met en relief l'infrastructure nécessaire pour établir et maintenir des accords de partage transnationaux.

21. *Échange de données au niveau de l'unité dans le cadre d'un exercice miroir concernant les statistiques entrantes et sortantes du commerce des filiales étrangères (FATS)*, exposé présenté par Statistics Finland et Statistics Norway (à confirmer). Le document présente un projet des instituts nationaux de statistique de la Norvège, du Danemark et de la Finlande visant à améliorer la qualité des statistiques du commerce des filiales étrangères (FATS) en comparant les microdonnées au niveau de l'entreprise à des identificateurs. L'étude était un sous-projet d'un projet plus vaste du Système statistique européen (projet ESSnet) concernant la mesure des chaînes de valeur mondiales. Pour la rendre possible, les trois instituts ont négocié un accord de confidentialité sur l'utilisation des microdonnées FATS, en vertu duquel des données concernant l'année de référence 2009 ont été échangées entre les partenaires pendant la durée du projet ESSnet. L'exposé mettra tout particulièrement l'accent sur les statistiques FATS finlandaises et norvégiennes.

D. Unités chargées de traiter le cas des grandes entreprises

22. Ces dernières années, plusieurs bureaux nationaux de statistique ont établi des unités chargées de traiter le cas des grandes entreprises (ou d'assurer la cohérence des statistiques), dont l'objet est d'examiner les entreprises multinationales et d'autres unités statistiques importantes pour la qualité et la cohérence des statistiques. Ces unités interviennent souvent dans la production mondiale.

23. La CEE présentera les *résultats de l'enquête sur les unités chargées de traiter le cas des grandes entreprises* menée en mars 2013 par l'Équipe spéciale sur la production mondiale afin de mieux comprendre l'organisation des travaux et le type d'analyse effectué par ces unités. Les données d'enquête ont été actualisées en avril 2015 et les résultats présentés au chapitre 6 du Guide pour la mesure de la production mondiale. L'exposé décrit

brièvement le contexte général, comporte un examen de la raison d'être des activités visant à assurer la cohérence des statistiques et attire ensuite l'attention sur les résultats de l'enquête. En conclusion, il donne quelques recommandations sur le traitement des grandes entreprises complexes conformément aux bonnes pratiques nationales.

24. *Activités de fabrication mondiales et unités chargées de traiter le cas des grandes entreprises – Expérience récente de l'Irlande en matière d'activités de fabrication contractuelles.* En Irlande, la collecte de données auprès des grandes entreprises multinationales est essentiellement placée sous le contrôle des unités chargées de traiter le cas des grandes entreprises. Leurs questionnaires ont été modifiés pour rendre compte de la production à l'étranger et des activités commerciales conformément aux normes économiques du SCN 2008 et du BPM6. Le débat se centrera sur les nouvelles données provenant de ces questions supplémentaires et sur la façon dont elles ont influé sur la comptabilité macroéconomique de l'Irlande.

25. *Établissement de profils en France: mise en œuvre et résultats.* En France, depuis 2008, tous les groupes d'entreprises, quelle que soit leur taille, ont été pris en compte dans l'établissement de profils, ce qui constitue une évolution spectaculaire. Jusqu'à présent, les statistiques des entreprises reposaient encore complètement sur les entités juridiques. Il en est ainsi de la diffusion, de la collecte de données, de l'édition de données et du traitement des comptes des entreprises en tant que données d'entrées pour la comptabilité nationale. Dans un avenir proche, toutes ces opérations seront censées se fonder sur l'«entreprise», l'unité économique nouvellement définie dans le cadre de l'établissement de profils. L'exposé récapitulera les raisons de ce changement et expliquera la stratégie adoptée par la France pour établir des profils.

4. Nouvelles questions conceptuelles en matière de production mondiale

Organisateurs: Bureau of Economic Analysis (BEA) des États-Unis et Central Statistical Office (CSO) de l'Irlande

Exposés présentés par: Census Bureau des États-Unis, Statistics Sweden, CSO de l'Irlande, Eurostat, Équipe spéciale sur la production mondiale de la CEE, Division de statistique de l'ONU (à confirmer)

26. La session portera sur les nouveaux accords de production mondiale et les problèmes qu'ils posent pour les statistiques des entreprises et les statistiques macroéconomiques, les registres des entreprises et les classifications économiques.

27. Une nouvelle question d'une importance particulière concerne les producteurs de biens sans usine, entreprises qui se concentrent sur l'innovation et la commercialisation et qui fournissent des services au processus de production sous la forme de technologies, de savoir-faire et de conception des produits, mais ne fournissent pas d'intrants matériels au sous-traitant. Ces producteurs sans usine peuvent contrôler la qualité des intrants matériels ou garder le contrôle des spécifications techniques utilisées pour la transformation et peuvent contrôler l'accès au produit final et sa fourniture aux consommateurs. Certains des problèmes liés à l'identification des producteurs sans usine et à la mesure de leurs activités seront examinés.

28. En outre, d'autres nouvelles questions seront passées en revue, par exemple l'application de tests à la typologie des accords de production mondiale et l'actualisation de ces accords, le commerce des services et d'autres problèmes liés à la mesure des entités et les conséquences de la production mondiale sur les classifications.

29. *Enregistrements des producteurs de biens sans usine dans la comptabilité nationale,* exposé présenté par l'Équipe spéciale sur la production mondiale. Y seront présentées les

principales recommandations énoncées dans le Guide pour la mesure de la production mondiale pour les producteurs de biens sans usine. Les normes comptables internationales existantes ne sont pas très explicites pour ce qui est de la classification de ces producteurs. Selon la Classification internationale type, par industrie, de toutes les branches d'activité économique (CITI), Révision 4 (Rev.4), les entreprises qui sous-traitent entièrement le processus de production devraient être classées dans la catégorie du commerce si elles n'achètent pas d'intrants matériels avant la transformation et dans la catégorie des activités de fabrication si elles achètent des intrants matériels (ou une partie de ceux-ci). L'Équipe spéciale sur la production mondiale a analysé la nature des producteurs de biens sans usine et a conclu que la fourniture de produits de la propriété intellectuelle cruciaux et la gestion du processus de production devraient aussi être prises en compte. Elle a recommandé d'envisager dans les travaux futurs de classer ces producteurs dans la catégorie des activités de fabrication, plutôt que dans une sous-catégorie distincte, et a présenté une proposition sur la façon dont l'enregistrement de leurs transactions devrait être modifié en conséquence.

30. *Identification des producteurs de biens sans usine – Efforts déployés à ce jour*, exposé présenté par le Census Bureau des États-Unis. La possibilité d'identifier ces producteurs et d'étudier leurs caractéristiques est essentielle pour la définition et la classification des entreprises qui sous-traitent des activités de transformation. Le document donne un aperçu des efforts fournis à ce jour pour identifier les établissements et entreprises, et énumère les problèmes qu'il reste à surmonter.

31. *La production de biens sans usine dans la comptabilité nationale suédoise*, exposé présenté par Statistics Sweden. Y sont décrites les entreprises dont les activités sont axées sur la recherche et qui présentent de grandes similitudes avec les producteurs de biens sans usine. Une caractéristique propre aux producteurs établis en Suède et dont les activités sont axées sur la recherche est que, outre les activités types des producteurs sans usine telles que la recherche-développement et la gestion de la chaîne d'approvisionnement, ces entreprises sont également responsables du développement de logiciels et des essais de la production. Elles peuvent aussi vendre des services directement aux clients en utilisant le produit final dans le cadre de leurs activités ou en distribuant les produits fournis par d'autres entités au sein de leurs réseaux de marchandises et sous leur propre marque. Ainsi, leur production se composera d'un mélange de produits et de services, la valeur ajoutée provenant de manière prédominante des services. Il est difficile de procéder à une classification économique des entreprises dont les activités sont axées sur la recherche. Une avancée consisterait probablement à les différencier en tant que producteurs de biens sans usine, même dans les cas où une partie de la transformation physique, mais pas toutes, est effectuée à l'étranger. Cela étant, comme la CITI Rev.4 ne reconnaît pas les producteurs de biens sans usine, cette possibilité de classification doit faire l'objet de nouvelles études.

32. *Processus européen d'établissement de profils des groupes d'entreprises multinationales et registre européen des groupes d'entreprises: outils cruciaux pour l'amélioration des statistiques (des entreprises)*, exposé présenté par Eurostat. Le document présente le registre statistique européen des groupes d'entreprises multinationales. Établi et géré par Eurostat, le registre intègre des données sur les relations transfrontières en matière de contrôle des personnes morales. Les données sont fournies par les organismes de statistique des États membres et des pays de l'AELE, et complétées par des sources commerciales. Eurostat regroupe toutes les informations dans le registre EuroGroups et reconstruit la structure juridique des groupes d'entreprises multinationales. Les cadres annuels sont ensuite extraits et communiqués aux organismes nationaux de statistique pour faire en sorte que tous les statisticiens nationaux aient la même vue de la composition des groupes multinationaux. Pour assurer la qualité des données statistiques ayant trait à ces groupes dans le registre EuroGroups et dans les statistiques nationales, il est préférable de recourir à l'établissement de profils au niveau européen. Eurostat présentera le contenu du registre EuroGroups, l'orientation générale suivie pour l'établissement de profils, ainsi que

la feuille de route concernant la façon dont les informations seront utilisées pour le cadre européen des statistiques des entreprises. Le document peut contribuer à l'examen de la question de savoir comment les nouveaux outils peuvent améliorer l'information statistique sur la mondialisation grâce à de nouvelles méthodes de coopération et d'échange de données entre les organismes de statistique.

33. *Accords de production mondiale liés aux services*, exposé présenté par le Central Statistical Office (CSO) de l'Irlande, qui étoffera le débat sur le commerce des services présenté au chapitre 10 du Guide pour la mesure de la production mondiale en s'appuyant sur des études de cas.

34. *Prise en compte de différents accords de production dans la CITI*, exposé de la Division de statistique de l'ONU (à confirmer). Il y sera question du débat en cours au sein du Groupe d'experts des classifications statistiques internationales concernant le point de savoir comment répondre à la nécessité de traiter divers accords de production dans la CITI et quel type de critère serait compatible avec les interprétations antérieures de la CITI.

5. Comptabilité mondiale

Organisateur: OCDE

Exposés présentés par: OCDE, Office for National Statistics (ONS) du Royaume-Uni, Division de statistique de l'ONU, Eurostat

35. Le monde est interconnecté et devient de plus en plus complexe, d'où la nécessité de faire fond sur les statistiques nationales pour analyser la production mondiale dans un cadre comptable mondial et d'être en mesure de mieux analyser les activités des entreprises multinationales à des fins d'élaboration des politiques.

36. Dans la plupart des pays, les tableaux nationaux des ressources et des emplois sont le principal moyen de comprendre les changements structurels et, de plus en plus, l'intégration des pays dans les chaînes de valeur mondiales. Cependant, l'élaboration et la conception de ces tableaux n'ont sans doute pas suivi le rythme rapide de la mondialisation et, en particulier, le rythme du morcellement international de la production. Une hypothèse ressort implicitement de l'analyse fondée sur les tableaux des ressources et des emplois et même de la présentation des données, cette hypothèse étant que les entreprises affectées à une activité particulière sont largement homogènes. Cela étant, de plus en plus, les données recueillies telles que les statistiques du commerce des filiales étrangères (FATS) et les données relatives au commerce par caractéristiques des entreprises (CCE) prouvent que cette hypothèse déjà ancienne n'est plus valable, si tant est qu'elle l'ait jamais été. En effet, cette idée est confirmée par les modifications apportées au SCN 2008 pour les services manufacturiers (biens destinés à la transformation). Le rythme de la mondialisation soulève des interrogations sur le point de savoir s'il est nécessaire de repenser la façon dont les informations relatives aux activités sont présentées dans les tableaux des ressources et des emplois. De surcroît, une vue cohérente est impérative en raison de la nécessité de mieux comprendre la participation des entreprises aux chaînes de valeur mondiales. Pourtant, les systèmes d'information statistiques actuels continuent d'établir des statistiques d'une manière «déconnectée» qui ne peut pas garantir la cohérence entre les divers mécanismes de collecte de données.

37. La session porte sur les travaux actuellement effectués sur divers fronts pour bien rendre compte de la mondialisation et de l'internationalisation, ainsi que du rôle des instituts nationaux de statistique dans la création de tableaux élargis nationaux des ressources et des emplois qui peuvent mieux répondre aux besoins de politique générale croissants et également améliorer la cohérence entre les comptes. Seront également

examinés les travaux actuellement menés sur le plan de l'action des pouvoirs publics pour que les bénéfices des entreprises multinationales soient imposés lorsque des activités économiques génératrices de bénéfices sont entreprises. Cet objectif est conforme à celui de la comptabilité nationale qui consiste à mesurer l'activité économique réelle ayant lieu dans un pays.

38. *Comptabilité internationale et mondiale complète en vue des recherches relatives à l'analyse des entrées-sorties.* Cet exposé présentera le projet conjoint d'Eurostat et de la direction générale Centre commun de recherche de la Commission européenne, dont le but est, dans le cadre de l'UE, d'établir chaque année des tableaux entrées-sorties multinationaux et tous les cinq ans des tableaux des ressources et des emplois et des tableaux entrées-sorties multinationaux. Les tableaux des ressources et des emplois et les tableaux entrées-sorties multinationaux sont une version perfectionnée des actuels tableaux récapitulatifs correspondants périodiquement publiés dans l'UE et la zone euro. Ils serviront de base aux analyses des conséquences économiques, sociales et environnementales de la mondialisation dans l'UE grâce à des études portant sur la compétitivité, la croissance, la productivité, l'emploi et le commerce international (par exemple les chaînes de valeur mondiales). Ils seront complétés par: i) un couplage périodique de sources de microdonnées et de macrodonnées en vue de leur élaboration; ii) une vérification minutieuse des besoins des utilisateurs de diverses directions générales de la Commission européennes aux fins de l'analyse des politiques; et iii) une perspective institutionnelle moyennant l'élaboration de tableaux des ressources et des emplois et de tableaux entrées-sorties multinationaux, reconnus par des organismes internationaux tels que l'OCDE, l'OMC et l'ONU et utilisés en tant que tels dans un cadre ressources-emplois et entrées-sorties multinational et mondial.

39. *Tableaux élargis des ressources et des emplois pour les comptes économiques intégrés au plan international,* exposé présenté par l'OCDE. Y seront discutés les travaux actuellement menés par l'OCDE pour élargir le cadre comptable utilisé pour développer la base de données du commerce en valeur ajoutée qui donne à la mondialisation une place centrale dans le système d'information statistique, tout en exploitant les mécanismes de collecte de données existants (et ainsi en y introduisant la cohérence). Les travaux mettent en évidence l'importance des classifications des entreprises dans le cadre des ressources et des emplois qui utilisent des caractéristiques complétant les simples classifications industrielles, non seulement parce que cela fournit une base plus solide pour s'attaquer au problème de l'hétérogénéité (et ainsi améliorer les estimations du commerce en valeur ajoutée), mais aussi parce que, en passant de la valeur ajoutée au revenu, cela permet d'avoir une vue holistique du commerce et des investissements dans les chaînes de valeur mondiales et, de fait, dans d'autres domaines d'action hautement prioritaires tels que l'emploi et la productivité dans les chaînes de valeur mondiales.

40. *Nouveau système élargi de comptabilité internationale et mondiale,* exposé présenté par M. Steven Landefeld (consultant s'exprimant au nom de la Division de statistique de l'ONU). Y seront examinés les plans visant à mettre sur pied un projet d'élaboration d'un système élargi de comptabilité internationale et mondiale qui a été approuvé par la Commission de statistique de l'ONU en février. Ces travaux s'inspireront de ceux menés par l'OCDE, la CEE, l'OMC, le FMI et d'autres organisations en matière de mesure de la mondialisation. Le plan de travail comprendra: l'élaboration d'un manuel sur un système élargi de comptabilité internationale; de nouveaux travaux sur les registres mondiaux d'entreprises, les classifications des entreprises, la mesure des asymétries dans les échanges et investissements bilatéraux; et la poursuite de l'élaboration des tableaux mondiaux des ressources et des emplois sur la base des travaux effectués par l'OCDE et l'OMC concernant le commerce en valeur ajoutée.

41. *Amélioration de l'analyse de l'érosion de la base d'imposition et du transfert des bénéfices (BEPS)*, exposé présenté par l'OCDE. Le BEPS se rapporte principalement aux cas où l'interaction de différentes règles fiscales débouche sur une double non-imposition ou une imposition moindre qu'une imposition unique. Il a également trait à des accords qui suppriment ou réduisent l'imposition en transférant les bénéfices hors des juridictions où les activités génératrices de bénéfices ont lieu. Quinze actions spécifiques sont actuellement élaborées dans le contexte du projet OCDE/G20 sur le BEPS, le but étant de fournir aux pays des instruments nationaux et internationaux complets et coordonnés qui adapteront mieux les droits d'imposition à l'activité économique. L'accent est mis sur l'objectif de l'action 11, qui est d'établir des méthodes de collecte et d'analyse de données sur le BEPS et de définir les mesures à prendre. Les éléments importants de l'action 11 consistent notamment à élaborer des indicateurs qui peuvent être utilisés pour surveiller l'envergure du BEPS et l'incidence des contre-mesures destinées à le réduire dans le temps. L'occasion sera donnée de discuter de la façon dont l'action 11 du projet utilise les données comptables nationales, de nouveaux types de données et de nouvelles méthodes, et d'examiner les effets éventuels des changements apportés au BEPS sur l'activité économique telle que mesurée dans la comptabilité nationale.

42. *Vers l'élaboration du manuel de l'ONU sur les tableaux des ressources et des emplois et les tableaux entrées-sorties*, exposé présenté par M. Sanjiv Mahajan (ONS), qui décrira les activités menées à ce jour. Les objectifs et principes constituant les éléments déterminants et le contenu du nouveau manuel (qui remplace la version précédente publiée en 1999) englobent, sans un ordre précis, les questions suivantes: i) incorporation des recommandations révisées des nouvelles normes internationales concernant la comptabilité macroéconomique et les classifications telles que le SCN 2008, le BPM6 et la CITI Rev.4; ii) mise en évidence des tableaux des ressources et des emplois; iii) préférence donnée à des directives concrètes en matière de compilation, plutôt qu'à une élaboration plus théorique de la méthode; iv) meilleures pratiques recommandées et autres solutions acceptables; v) élargissement du champ d'application pour inclure la dimension environnementale; vi) intégration – tableaux des ressources et des emplois, tableaux entrées-sorties et tableaux physiques correspondants; vii) attention accordée aux problèmes de compilation des pays dotés d'un système statistique moins développé; et viii) mise en évidence de l'utilisation du modèle générique du processus de production statistique.

6. Réunion-débat

43. Le débat a pour objet de donner suite aux principales conclusions des sessions précédentes, de recenser les questions les plus importantes qui devraient être traitées dans le cadre des statistiques économiques, et de proposer un plan d'action.

7. Travaux futurs et adoption du rapport

8. Questions diverses